l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

samedi 13
dimanche 14
novembre 1976

No 565

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

LES ELECTIONS LEGISLATIVES PARTIELLES DE DIMANCHE

ON NE CHOISIT PAS PARMI SES ENNEMIS

Les élections législatives partielles qui auront lieu dimanche constituent une nouvelle étape dans la campagne électorale d'ores et déjà engagée en prévision des législatives de 1978.

Depuis plusieurs mois déjà, les partis bourgeois de tout poil sont engagés dans une intense activité, dont le but est d'essayer de se rendre populaires afin de gagner les électeurs. Tel est le sens par exemple de la publication du livre de Giscard d'Estaing et de l'énorme battage fait autour. Tel est également le sens de multiples initiatives prises par les dirigeants des partis de l'«Union de la gauche» ainsi que par les directions confédérales CGT et CFDT.

Ces préparatifs s'accompagnent également de multiples tractations menées en coulisse aussi bien entre les partis gouvernementaux qu'entre les partis bourgeois de «gauche».

Les scandales qui fleurissent ici et là sont des manifestations de ces règlements de compte préélectoraux.

Quelle est la raison profonde de cette agitation qui s'est emparée des politiciens bourgeois ?

Elle se trouve dans la profonde crise que connait le capitalisme français, et dans la montée de la colère populaire qui en est la conséquence. Alors qu'il y a quelques mois encore le gouvernement parlait de «relance», de «bout du tunnel», il est clair maintenant qu'il ne s'agissait que de propos destinés à tromper l'opinion. En fait de «relance», la seule qui existe est celle de la crise. On s'attend à de nouveaux reculs de la production et par conséquent à une augmentation du chômage. Par ailleurs, la hausse des prix se poursuit et ont peut en prévoir une nouvelle flambée pour le début de l'année 1977.

Pour les travailleurs cette crise signifie le chômage et la baisse du pouvoir d'achat.

La bourgeoisie, dans le but de faire supporter aux travailleurs les effets de la crise et de préserver ainsi ses profits, a eu recours dernièrement au plan Barre.

Elle utilise de plus en plus souvent ses flics pour essayer de faire céder les travailleurs en lutte.

Face à cela, il est inévitable que les luttes ouvrières et populaires se développent.

Telles sont les causes de l'agitation des partis bourgeois. Agitation qui permet de supposer que les élections pourraient avoir lieu à une date anticipée.

Pour tous les partis bourgeois les questions sont les mêmes : comment faire face à la crise capitaliste ? comment faire face au mouvement populaire ?

(suite p.3)

11 novembre

LE PATRIOTISME DE GISCARD : LA DEFENSE DE L'IMPERIALISME

Giscard d'Estaing a voulu donner cette année un relief et une signification particuliers aux cérémonies du 11 novembre. En regagnant le Palais de l'Elysée, après la revue solennelle organisée à l'arc de triomphe, il a déclaré qu'elles commémoraient *«l'ensemble des sacrifices qu'ont consenti les Français à travers tous les conflits qui ont assuré l'unité et l'indépendance de la France»*.

Mettre tous les Français dans le même panier, tous les conflits sur le même plan, parler d'unité là où il y a antagonisme, voilà un amalgame typiquement bourgeois !

Les intentions de Giscard apparaissent clairement quand il a déclaré ensuite : *«cette cérémonie du souvenir réunit en effet les sacrifices successifs de plusieurs générations de Français : les anciens combattants de 1914-18 ... les anciens combattants de la Résistance et de la déportation ... la France libre et le corps expéditionnaire d'Italie, les deux générations de Français qui ont combattu depuis la dernière guerre mondiale en Indochine et ceux, très nombreux, en Afrique du Nord»*.

(suite p.3)

Après le suicide d'une maîtresse auxiliaire

LES RESPONSABLES

Le récent suicide d'une jeune maitre-auxiliaire à Nice a révélé avec violence le caractère odieux du système capitaliste où «il n'y a rien de plus précieux» que le fric, le profit, bâti sur le sang du peuple.

Quel cynisme chez ces ministres bien nourris pour qui les hommes, «le personnel» ne vaut que par ce qu'il peut rapporter en regard de ce qu'il coûte : on voit bien que les assassinats du capital ne risquent pas d'être punis, sinon par la colère du peuple !

Comment osent-ils prétendre qu'ils font le maximum pour donner du travail à tous les auxiliaires, alors que c'est tout le contraire.

Réduire toujours plus le coût de l'enseignement, comme d'ailleurs celui de tous les investissements sociaux, pour consacrer le maximum de finances publiques (c'est à dire l'impôt prélevé sur le peuple) à des subventions officielles ou déguisées aux «secteurs de pointe» (c'est à dire les grands groupes financiers et industriels susceptibles de réaliser quelques profits dans le cadre actuel de concurrence inter-impérialiste particulièrement acharnée).

C'est dans ce sens qu'ils font le maximum !

Et bien sûr, ce n'est pas sur les fonds destinés à former (et à payer) les administrateurs et serviteurs de haut rang du capital qu'il s'agit de rogner !

— Réduire au maximum le petit personnel et ses salaires, réduire les frais en matériel, voilà évidemment le chemin qu'ils prennent !

Voici quelques procédés parmi les plus courants :

— gonflement des effectifs par classe pour empêcher la création ou obtenir la suppression de postes : multiplication des heures supplémentaires (éventuellement non payées d'ailleurs) et gonflement des horaires ; utilisation «judicieuse» des compétences. Par exemple, le titulaire d'une maitrise d'anglais, maitre-auxiliaire depuis 4 ans, donne 3 heures d'anglais et 15 heures... d'histoire, géographie, français, en attendant de faire la gymnastique où la pénurie est bien connue ! Sans compter les concierges ou lingères qui font office d'infirmière, les femmes de ménage qui font 3 étages au lieu d'un (mais on leur a donné de plus grands balais !)

Tout cela est déjà la règle dans le secteur technique et encore plus dans le secteur chargé du «perfectionnement», des «inadaptés», bref, le secteur rebut où se retrouvent tous «les cas sociaux», et où les enseignants en sont souvent réduits à acheter eux-mêmes un minimum de matériel : il est bien normal pour la bourgeoisie que les enfants de la classe ouvrière soient les plus mal lotis eux dont on ne néglige pas pour autant d'exploiter la force de travail.

(suite p.3)

SOCIAL-IMPERIALISME

MANŒUVRES EXPANSIONNISTES TOUS AZIMUTS

Les hommes d'Etat européens se pressent ces jours-ci à Moscou pour faire allégeance au social-impérialisme, en bons courtisans, ou pour se disputer des marchés juteux que l'URSS leur propose généreusement pour mieux étendre son influence.

Ainsi, Edward Gierek, premier Secrétaire du Parti révisionniste polonais a signé mercredi à Moscou avec Brejnev une «déclaration sur le développement de la coopération et de l'amitié». Le premier Ministre, Piotr Jaroszewicz, qui faisait partie de la délégation de dirigeants polonais, s'est déclaré «profondément reconnaissant» pour «l'aide» apportée par l'URSS à la Pologne dans la solution du problème des céréales et «de certains produits alimentaires», déclaration savoureuse quand on sait que la Pologne est un pays agricole qui pourrait certainement se suffire davantage à elle-même si elle n'était pas pillée par le social-impérialisme soviétique.

En serviteur zélé de Brejnev, qu'il a qualifié d'«ami proche de la Pologne», Piotr Jaroszewicz est allé jusqu'à déclarer que ce pillage, que l'URSS baptise coopération, permettait «d'élever le niveau de vie des travailleurs polonais».

Le peuple polonais appréciera, lui qui lutte au prix de son sang contre ses dures conditions d'exploitation.

Par contre, le premier Ministre polonais est sûrement dans le vrai quand il déclare que le développement des échanges est «profitable à la puissante économie soviétique».

Les capitalistes ouest - européens sont présents eux aussi à Moscou. On se souvient que Giovanni Agnelli, le président de «Fiat», avait laissé entendre qu'il ferait confiance aux révisionnistes italiens pour gérer le capitalisme en modérant les revendications des travailleurs. Et bien, il est à Moscou pour renouveler son contrat avec l'URSS. Au même moment, Kossyguine, chef du gouvernement soviétique, a reçu en personne le PDG de Renault, et s'est entretenu avec lui pendant 45 minutes, ce qui est long pour un entretien dit «de courtoisie». Vernier - Palliez, président de cette «régie nationale française» avait auparavant rencontré le Ministre soviétique du commerce extérieur.

(suite p.2)

Au sommaire

PTT : A propos de l'action des fédérations CGT et CFDT. p.4

Lettre d'Afrique du Sud..... p.8

le monde en marche

Norvège

VIGILANCE SOUS LE CERCLE POLAIRE

Cent cinquante ans après son établissement, la frontière soviéto-norvégienne de 1826, la seule en Europe où un pays de l'OTAN se trouve en contact direct avec l'URSS, est de plus en plus menacée par le formidable dispositif militaire mis en place par le social-impérialisme russe dans la presqu'île de Kola.

Les forces soviétiques qui y sont concentrées sont en effet impressionnantes : quelque 120 000 hommes, 180 sous-marins dont la moitié sont nucléaires, 250 bâtiments de combat de surface, autant de navires de soutien. On parle même de la présence dans le secteur de bombardiers «Backfire», ceux-là même qui sont avec les missiles américains «Cruise» l'enjeu des négociations Salt 2.

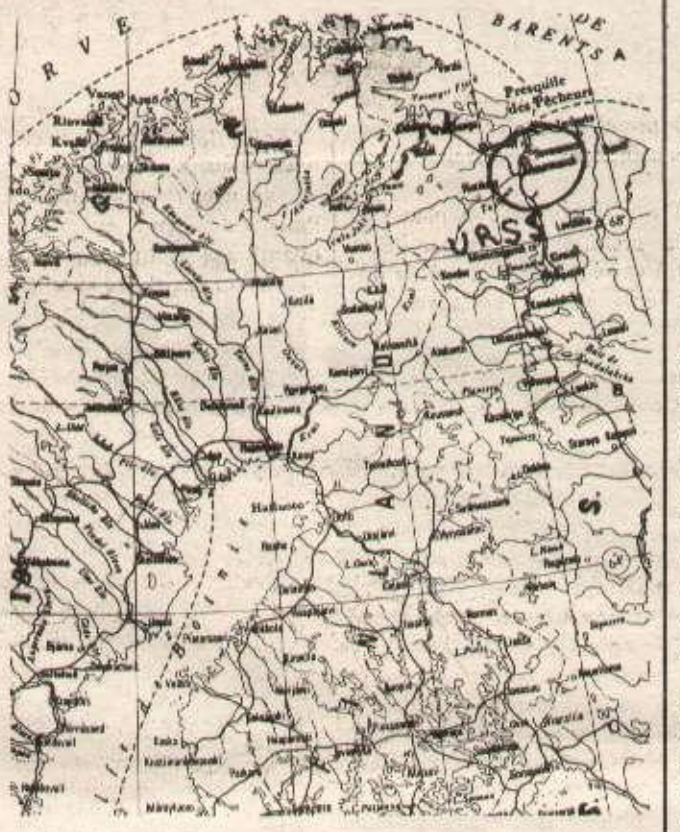
L'inquiétude de la population norvégienne devant cet arsenal est encore accrue par la fragilité de l'écologie polaire. Une explosion nucléaire dans la région pourrait causer des dommages énormes.

Les civils de la région — ils sont environ 80 000, pêcheurs pour la plupart ou employés dans des activités annexes — sont organisés en sorte de milice : tout homme valide de moins de 55 ans est automatiquement considéré comme faisant partie des forces de défense.

Une chaude alerte s'est déjà produite en 1968. Alors que des manœuvres de l'OTAN se déroulaient dans la région de Tromsoe, les chars soviétiques ont fait mouvement vers la frontière prenant entièrement par surprise la garnison des postes d'observation frontaliers. Dans l'épais brouillard qui recouvrait le secteur ce jour-là, l'opération était passée totalement inaperçue, seul le bruit des chenilles mordant la rocaille trahissait la présence, à portée d'un jet de pierres, des blindés du social-impérialisme russe.

Il fallut une longue intervention du commissaire militaire norvégien de la frontière pour obtenir que les tourelles des engins russes, canons braqués sur le territoire norvégien, soient tournées en sens opposé. Mais l'alerte avait été chaude, créant une grande émotion dans tout le pays, car il s'agissait là d'une grossière violation des accords frontaliers de 1949. En même temps, les Norvégiens sont bien conscients que ce n'est pas leur seul pays qui est visé par ce déploiement de forces russes. Il n'en faudrait pas tant en effet, pour venir à bout de leur pays, quelle que soit la capacité de résistance des 37 000 hommes qui composent l'armée norvégienne.

Si les Russes ont choisi Mourmansk et la région qui l'entoure pour y procéder à une telle concentration de moyens militaires offensifs, c'est qu'ils y disposent de leur seul accès à la mer libre.



C'est là qu'ils peuvent lancer leurs navires de guerre contre l'Europe.

L'opinion progressiste norvégienne est de plus en plus consciente de l'inquiétante poudrière située à ses frontières. La presse du pays multiplie les informations et les mises en garde sur cette question. Mais la véritable mobilisation populaire, c'est celle qui se forge sous la direction du Parti communiste des ouvriers (marxiste-léniniste) de Norvège. Celui-ci multiplie les appels à la vigilance et a déjà organisé d'efficaces manifestations populaires dénonçant les atteintes à l'indépendance du pays, les menaces et les pressions militaires du social-impérialisme russe, contre le peuple norvégien.

SOCIAL-IMPERIALISME

Manœuvres expansionnistes tous azimuts

(suite de la page une)

C'est que Renault a commencé les livraisons d'équipements complets aux usines de la Kama pour la fabrication de 250 000 moteurs diesels et d'élements de 120 000 camions,et ce annuellement. Renault a fourni également des équipements pour moderniser les chaines de montage de la voiture soviétique de tourisme «Moskvitch», c'est à dire en clair, pour augmenter leur rentabilité selon le dernier cri des techniques d'exploitation capitalistes.

Si le social-impérialisme et Renault s'entendent si bien pour faire des profits sur le dos des travailleurs soviétiques et français cela démontre, s'il le fallait encore, la véritable nature d'une entreprise nationalisée comme Renault en système capitaliste. Mais il ne faut pas s'y tromper, le grand gagnant c'est le social-impérialisme qui en tire aussi de grands avantages sur le plan politique. Passer de tels marchés, et plus particulièrement avec des entreprises nationalisées, fait partie de la stratégie multiforme qu'il emploie pour accroitre son influence sur les pays d'Europe de l'Ouest.

Par ailleurs Boris Ponomarev, secrétaire du parti révisionniste soviétique s'est rendu à la tête d'une délégation à Lisbonne où il assistera au 8e Congrès du parti révisionniste portugais. Accueilli à l'aéroport par Alvaro Cunhal dont on connait l'alignement inconditionnel sur Moscou, il a déclaré qu'il y avait à son avis « de grandes possibilités de développement des rapports économiques, culturels et politiques » avec le Portugal. Ceci montre bien que l'URSS considère son premier échec comme provisoire et n'a pas renoncé à sa main-mise sur ce pays.

Citons encore, par rapport cette fois aux visées de l'URSS sur la Méditerranée et les pays avoisinants, un fait révélateur des points qu'elle marque sur son rival américain dans cette région. Elle doit accueillir avant la fin de l'année le ministre turc des Affaires étrangères pour signer un «document politique sur les relations amicales et la coopération».

Toutes les manœuvres d'influence et d'infiltration du social-impérialisme ne se font pas au grand jour, loin de là comme le montre une récente affaire d'espionnage suisse. Le général de brigade Jean-Louis Jeanmaire est accusé d'avoir fourni à l'URSS pendant 12 ans, en échange de diverses récompenses, tels des bijoux, des informations sur la protection anti-aérienne suisse qu'il a dirigée. Il a notamment indiqué les méthodes de mobilisation et les emplacements des installations anti-aérienne ainsi que des postes de commandements, ce qui a obligé la Suisse à modifier ces installations. Le gouvernement suisse qui avait expulsé plusieurs diplomates soviétiques après la découverte de cette affaire en août dernier vient de déclarer que l'enquête est terminée et que le général passera en jugement devant un tribunal militaire pour trahison. Tous ces faits illustrent bien la volonté expansionniste de cette superpuissance montante qu'est l'URSS.

SAUVONS LA VIE DE MARGUERITE BAEZ!

Margarita Baez, militante patriotique du peuple paraguayen a été emprisonnée le 17 aout au cours d'une conversation , dans une petite maison, avec des ouvriers de la compagnie anglaise Liebig (frigorifique) Agée de 25 à 26 ans, mariée et enceinte de 5 mois, coiffeuse salariée, elle est une militante du MODEPA (Mouvement de défense de la Patrie), un mouvement d'unité populaire pour résister aux avances de l'impérialisme américain et de la dictature militariste et expansionniste du Brésil . Depuis elle a été torturée pendant 8 jours. Le 25 août on l'a vue sortir sur un brancard, inconsciente.

Elle avait le ventre gonflé par les grandes quantités d'eau qu'elle avait dû avaler pendant les noyades forcées(trois ou plus) dans le bassin de torture. Ses mains étaient sanglantes. Deux jours avant un de ses frères l'avait vue. Elle avait les ongles des mains arrachés, la peau de la main était coupée et soulevée, le visage et le corps présentaient des plaies causées par un couteau, ses deux yeux saignaient constamment. Elle ne pouvait plus parler.Ce sont là des tortures courantes au Paraguay.

On est sûr que Marguerite Baez a résisté héroïquement aux tortionnaires

On ne sait pas encore si elle est sortie vivante ou morte des mains de la police. Si elle vit encore et si sa santé s'améliore dans la policlinique de la police, elle est en danger d'être à nouveau torturée. (On connaît en effet de nombreux cas de prisionniers politiques qui ont été torturés pendant trois ou quatre mois.

Les patriotes paraguayens font appel à toutes les forces démocratiques et humaines du monde pour arrêter les tortures et sauver la vie de Marguerite Baez.

Il est possible en effet, si la dictature militaire et fasciste du Paraguay s'aperçoit que le crime commis contre Margarita est connu en Europe et dans d'autres régions du monde et qu'un mouvement de solidarité se développe, de faire cesser les tortures et d'arracher des mains de ses bourreaux l'héroïne dupeuple paraguayen.

Il faut se mobiliser, faire connaître partout dans les masses le cas de Marguerite Baez, dans les syndicats, auprès d'associations et de personnalités démocratiques. Des messages et des télégrammes de protestations peuvent être envoyés au chef du régime militaro-fasciste, à sa femme, à son ministre des relations extérieures, des délégations de femmes, de democrates peuvent également se rendre en protestation dans les Ambassades et les consulats.

Tout doit être fait pour sauver Margarita Baez et tout sera fait !

Lettres et télégrammes sont à adresser à :
Senor présidente de la républica del Paraguay
General Alfredo Stroessner
Senora Lidia Mora de Stroessner
Mbarubicha Roga Asuncion - Paraguay
Senor Sabino Montanero
Ministro del Interior
Asuncion - Paraguay

nouvelles intérieures

Après le suicide d'une maîtresse-auxiliaire

LES RESPONSABLES

Suite de la p. 1

Que dire encore de ce scandale permanent qui fait que les auxiliaires et même des titulaires attendent des mois d'être payés ! Il a fallu sans doute le suicide de Nice et la menace d'un mouvement pour que les maitres auxiliaires (MA) (dans la région parisienne notamment) touchent ces jours-ci un accompte !

Enfin, comment le ministère ose-t-il prétendre avoir tout fait pour donner du travail aux auxiliaires alors que, 2 mois après la rentrée, chacun peut vérifier autour de soi que bien des cours ont jusqu'ici manqué et qu'un bon nombre ne sont toujours pas assurés.

DES SYNDICATS DOMINÉS PAR LA BOURGEOISIE

On le comprend, les MA ont été les premières victimes, et cela massivement, et non pas seulement parce que le capital frappe toujours ceux qui sont déjà les plus défavorisés, mais encore parce qu'ils sont les plus vulnérables :

– un statut sur mesure permettant toutes les fantaisies et que les patrons dans bien d'autres secteurs prennent pour modèle,

– l'abandon total, dans les faits, de la défense de cette catégorie par les syndicats enseignants : combien de MA (pleins d'illusions) ayant tenté quelque démarche auprès de responsables syndicaux se sont entendus répondre : «Tu ferais mieux de... chercher ailleurs»

C'est essentiellement à partir du SGEN-CFDT qu'ont pû être lancées des initiatives pour tenter d'organiser la lutte des MA, d'amener les autres catégories d'enseignants à s'y associer, par des actions autres que les protestations de pure forme de quelques «responsables».

Dans ce cadre aussi, des enseignants combatifs ont pu trouver quelques possibilités de lier leur lutte à celle de la classe ouvrière.

Tout cela vaut à nombre de ces sections la réputation d'être «noyautées par les gauchistes, aventuristes, etc...», souvent même à la CFDT d'ailleurs.

Rien d'étonnant à cela quand on sait ce que sont les syndicats enseignants regroupés dans la FEN où l'on trouve côte à côte des syndicats du genre SNPDES (des chefs d'établissement), SNI (des instituteurs) : 42 en tout (quel beau mélange) !

L'attribution et la répartition des postes, ils y participent directement !

UN BEAU GATEAU A PRENDRE

Et en dehors de quelques revendications de pouvoir d'achat (sous forme d'augmentation hiérarchisées naturellement) et de belles paroles, l'activité principale des «responsables» est la dispute acharnée pour contrôler ou prendre le contrôle de l'ensemble et les campagnes électorales qui en découlent :

c'est qu'il y a de nombreuses places de permanents à prendre, payées par l'État bien sûr, et un vaste secteur mutualiste qui est une excellente affaire capitaliste (son personnel en sait quelque chose et a eu plus d'une fois à affronter ses patrons) où les bonnes places ne manquent pas, en attendant des meilleures promotions pour service rendus à l'un ou l'autre clan de la bourgeoisie !

Comme il se doit, s'affrontent en effet 2 tendances principales : l'une intitulée Unité-indépendance et démocratie (UID), l'autre Unité et action.

UNE DISPUTE ENTRE CLANS BOURGEOIS

Cette dispute est, à image réduite, un reflet particulièrement clair de la lutte générale entre les deux principaux clans bourgeois pour le contrôle de l'appareil d'État.

On ne s'en cache d'ailleurs pas le moins du monde : ainsi par exemple, dans le SNES où domine la tendance Unité et action que contrôle le PCF, il est arrivé que soit proposée l'intégration à la cotisation de l'abonnement à l'Humanité blanche et combien de fois un syndiqué de base, s'adressant à quelque responsable pour avoir des précisions sur un mouvement, s'est entendu répondre : «Lis donc l'Huma».

UNE SEULE VOIE : LA LUTTE

Pour tous les travailleurs, l'espoir n'est certes pas dans les colonnes de l'Huma, mais dans la lutte ; la voie, c'est le combat classe contre classe, l'unité de tous les exploités, à la base et dans l'action, contre le capitalisme.

Les syndicats du type SNES, pour n'offrir d'autres perspectives que la soumission au capitalisme et la misère de gauche aux travailleurs les plus défavorisés de l'Éducation nationale, portent une lourde responsabilité dans le suicide de Renée Boudouresque comme dans le désespoir de nombreux MA, et en premier lieu le PCF dont Renée était d'ailleurs membre et qui contrôle le SNES.

Dans l'enseignement, les faits ne manquent pas qui éclairent d'une lumière crûe la nature du capitalisme et des forces bourgeoises de droite ou de gauche qui la défendent.

LA LIGNE BOURGEOISE DE DROITE OU DE GAUCHE DE PLUS EN PLUS CONTESTÉE

De nombreuses luttes ont déjà témoigné d'une opposition toujours plus vive aux lignes de trahison. Nul doute que dans la situation actuelle elles ne connaissent de nouveaux développements.

Tout cela est matière à révélations pour tous les travailleurs et nous appelons nos lecteurs à nous faire connaitre tous les éléments qu'ils peuvent avoir à ce sujet.

Nous aurons en effet sans aucun doute maintes occasions d'y revenir.

JACQUES JURQUET

ARRACHER LA CLASSE OUVRIERE AU REVISIONNISME

Recueils de textes de 1965 à 1971
présentés par Camille Granot

publié aux Editions du Centenaire
disponible sur commande à E 100
24 rue Philippe de Girard 75 000 Paris
Prix : 30 F

Les élections législatives partielles de dimanche

On ne choisit pas parmi ses ennemis

(suite de la page une)

Pour les partis gouvernementaux, l'objectif est de se maintenir au pouvoir. Pour cela, tout en pratiquant une politique d'exploitation et de répression des masses populaires, ils cherchent à se donner des airs de partisans du «changement», de la «justice sociale». Tel est le contenu du livre de Giscard d'Estaing. Quant à Chirac, afin de ne pas faire les frais de la politique gouvernementale et de chercher à faire croire qu'il n'y est pour rien, il a préféré donner sa démission. Il espère ainsi pouvoir se refaire une virginité.

Du côté des partis de «l'Union de la gauche», on cherche à tirer partie de la situation et de la réelle volonté de changement des masses afin d'accéder au pouvoir. Tout est fait afin d'essayer de faire croire qu'avec eux au pouvoir la condition des travailleurs changerait.

Ils veulent faire croire que les travailleurs peuvent attendre un changement de leur sort en votant pour eux.

Mais en vérité, et de plus en plus nombreux sont ceux qui en prennent conscience, ils ne remettent nullement en cause ce qui constitue la cause de la crise, de l'exploitation et de l'oppression du peuple : l'existence du capitalisme.

Quand Mitterrand rencontre 500 grands patrons, c'est là ce qu'il démontre. Et d'ailleurs, le passé et l'action présente des socialistes permet aisément de s'en convaincre.

Quant aux dirigeants du PCF, tout ce qu'ils promettent ce sont des nationalisations. Mais des milliers de travailleurs ne font-ils pas dès aujourd'hui l'expérience quotidienne de ce que sont les nationalisations ? Chaque jour également, des travailleurs font l'expérience des trahisons des dirigeants du PCF.

Les élections ne sont en réalité qu'un choix pour savoir quel parti s'installera au gouvernement pour diriger l'exploitation des travailleurs.

Aussi vives qu'elles puissent paraitre les rivalités entre les partis bourgeois de droite ou de gauche, ne sont que des rivalités entre ennemis des travailleurs. Le seul problème pour eux est de savoir lequel d'entre eux aura la plus grosse part du gâteau capitaliste, comment ils s'y prendront pour exploiter les travailleurs.

Ni les uns ni les autres ne représentent les intérêts du peuple.

En ce sens, les élections législatives partielles qui auront lieu dimanche ne sont pas l'affaire des travailleurs.

Tout ce qu'elles permettront de discerner c'est l'évolution du rapport de forces entre les différents partis bourgeois en présence.

L'intérêt des travailleurs et du peuple c'est l'action résolue contre l'exploitation et la répression, pour la défense de leurs conditions de travail et de vie.

L'intérêt des travailleurs, c'est la préparation de la destruction du système capitaliste et du pouvoir de la bourgeoisie. Ce qui suppose une lutte acharnée contre l'influence et les illusions qu'entretiennent sur leur compte ceux qui usurpent le titre de communistes et qui lorsqu'ils parlent de «socialisme» ne désignent rien d'autre que ce qui existe là où leurs compères sont au pouvoir : l'oppression du peuple.

Célébration du 11 novembre

Le patriotisme de Giscard : la défense de l'impérialisme

(suite de la page 1)

La plupart de ces guerres dont parle Giscard sont des guerres de rapine colonialistes au détriment des peuples opprimés par l'impérialisme français, ou des guerres interimpérialistes qui visaient, telle la guerre de 14-18, au repartage du monde entre grandes puissances voulant l'hégémonie.

Ce sont des guerres profondément injustes qui ont été menées au profit de la grande bourgeoisie monopoliste, au détriment des intérêts fondamentaux, aussi bien du peuple de France que des nations également opprimées par l'impérialisme français.

Quant à la Résistance, qu'il veut confondre avec ces guerres, elle est l'oeuvre du peuple et, s'il s'est trouvé dépossédé des fruits de sa lutte et du sang versé, c'est en raison de l'opportunisme dont ont fait preuve à l'époque les dirigeants du PCF. Ainsi, ces déclarations montrent bien la nature du patriotisme que veut promouvoir Giscard : un patriotisme bourgeois voué à la défense des intérêts de l'impérialisme français.

«Il est bon, **a-t-il conclu,** *qu'il y ait des circonstances nationales qui soient des occasions pour les Français de se réunir autour de leur histoire et de leurs sacrifices».*

Ce qu'il voudrait, en mettant en avant cette conception du patriotisme et de l'histoire, c'est rassembler tous les Français dans un même camp derrière le drapeau de la grande bourgeoisie. Ces vaines espérances de capitaliste mystificateur seront déçues. L'histoire a déjà prouvé à maintes reprises que les intérêts des masses exploitées et ceux du grand capital sont inconciliables.

Le patriotisme du prolétariat est antagonique de celui de la bourgeoisie ! S'il arrive que la France soit à nouveau envahie, le peuple se battra, certes, sous la direction du prolétariat, pour libérer le territoire national de l'impérialisme agresseur. Mais il ne s'arrêtera pas en chemin et poursuivra cette lutte jusqu'à l'écrasement de son propre impérialisme et la victoire de la révolution prolétarienne.

POUR CORRESPONDRE PAR TÉLÉPHONE : 607 23 75

Quelques indications pour une bonne utilisation du répondeur automatique :

1) L'enregistrement dure au maximum 6 minutes pour chaque communication ;

2) Il ne faut pas s'arrêter de parler plus de 10 secondes ;

Contribution d'un postier marxiste léniniste sur l'action des fédérations CGT et CFDTdes PTT (extraits)

IL FAUT COMBATTRE LES MANŒUVRES ELECTORALES BOURGEOISES

Après le 7 Octobre paraissent se développer dans plusieurs secteurs sous l'impulsion des directions CGT-CFDT des actions catégorielles nationales. C'est aussi le cas dans les PTT. Les fédérations PTT-CGT-CFDT ont mis au point un scénario qui doit aboutir à une «semaine d'action» dont le point culminant devrait être une journée de grève le 19/11, le lendemain de celle de la métallurgie.

Dans la circulaire appelée communément «U45» la fédération des PTT-CFDT présente l'action. Celle-ci consiste en une action unitaire CFDT-CGT sur la base d'un accord portant sur un certain nombre de revendications et sur les modalités de l'action.

Les revendications mises en avant pour ces journées «d'action» et la grève du 19 constituent un véritable catalogue englobant les revendications suivantes :

– 2.300 F minimum, ce qui est correct dans l'absolu

– attribution d'un accompte mensuel immédiat, égal pour tous, à valoir sur une remise en ordre des rémunérations et classements catégoriels...

– revalorisation des primes

– révision de toutes les classifications et fixation du grade le plus bas à celui d'agent d'exploitation. Dans un bureau, les agents et les contrôleurs font souvent le même travail et les différents grades ne sont là que pour permettre de payer moins les agents et les préposés.

– suppression de l'auxiliariat, revendication juste.

– réduction du temps de travail : 35 heures en 5 jours (à long terme), par compensation du travail du samedi

– avancement de l'âge de la retraite

- 10 mn de pause pour les services automatisés

- création de 50 000 emplois

UN CATALOGUE SANS EFFICACITÉ

Telles sont les principales revendications. Nous n'approfondirons pas la critique de certaines d'entre elles...

Pourtant bien des revendications sont justifiées. De toutes ces revendications, il faut rechercher quelles sont le plus ressenties et celles pour lesquelles les travailleurs sont prêts aujourd'hui à se battre et ensuite il faut les populariser pour engager la lutte. Si tel n'est pas le cas et si c'est tout un catalogue indigeste qui nous est présenté, c'est que l'objectif des fédérations n'est pas de faire triompher ces revendications et de mobiliser les postiers pour cela. C'est en réalité de faire de la propagande pour la gauche en vue des prochaines élections. Ce catalogue c'est ce que devrait apporter la gauche une fois au pouvoir du moins c'est ce que les directions syndicales souhaitent inculquer aux travailleurs.

Il est à noter que la CGT présente le même catalogue de revendications et aussi la même démarche en ce qui concerne l'action.

En effet, la grève du 19/11 et la semaine d'action qui l'accompagne ont pour raison le fait que le projet de budjet PTT 77 sera discuté à l'assemblée nationale dans la 2e quinzaine de novembre, tout comme seront discutées à la même époque les impôts 77 et les atteintes à la sécurité sociale. Tel est donc l'objectif des actions prévues par les directions syndicales pour le 19 novembre. Cet objectif n'est donc pas de mobiliser les travailleurs pour faire aboutir les revendications les plus urgentes, mais de substituer l'action parlementaire et au fond l'attente d'une nouvelle majorité hypothétique au parlement qui octroierait aux travailleurs ce qu'ils réclament, à l'action immédiate des travaillleurs pour obtenir leurs revendications.

PLACER LES TRAVAILLEURS A LA REMORQUE DES DÉPUTÉS

Particulièrement significative est l'attitude relativement nouvelle de la CFDT et qui ressort des passages suivant de la circulaire U45 de la fédération des PTT de la CFDT :

«Le 4 et 5 novembre sont une nouvelle étape dans la popularisation. Il s'agit au cours de ces deux journées de préparer avec le maximum de travailleurs des délégations près des parlementaires de la circonscription qui auront, dans la 2e quinzaine du mois de novembre, à se prononcer sur le projet de budget des PTT pour 77...»

«Il est évident que la préparation collective de ces délégations chez les parlementaires de la circonscription, implique un compte-rendu en assemblée du personnel ou par tract des résultats de cette entrevue. L'objectif de ces rencontres n'est pas de valoriser les parlementaires (surtout ceux de la majorité) mais d'amplifier la mobilisation des travailleurs des PTT sur les revendications»..

Il est évident que cette «nouvelle» tactique de la direction CFDT inspire à celle-ci la crainte de voir la base se poser des questions. En effet, aller voir les parlementaires ne permettra en aucune manière d'accroitre la combativité des travailleurs contrairement à ce qui est dit dans cette circulaire. Elle permettra au contraire de mettre en valeur (et elle ne peut aboutir qu'à celà), l'«action» des parlementaires de «gauche». Ceci contrairement encore à ce qui est écrit dans la circulaire. Ainsi nous avons la confirmation que la direction CFDT sacrifie la lutte pour nos revendications à l'action parlementaire pour permettre à la gauche bourgeoise dont elle est une composante, d'arriver au pouvoir...

Les travailleurs des PTT doivent refuser et combattre la ligne réformiste de la direction CFDT ainsi que celle de la direction de la CGT inspirée par le faux parti communiste de Marchais. Dans la pratique, nombreux sont les travailleurs qui se demandent ce que font les directions syndicales pour engager l'action pour des revendications qu'ils sont prêts à défendre, action qui exige l'unité de tous les centres de tri de Paris et de France. Nous devons prendre en mains nous-mêmes nos luttes malgré les grosses difficultés que dresseront les mêmes directions et le pouvoir sur cette voie. Mais telle est la seule issue.

Un postier marxiste-léniniste d'un centre de tri parisien.

Les employés de la Caisse d'Epargne poursuivent leur grève

Commencée le 6 octobre, la grève des employés de la Caisse d'épargne de Paris se poursuit, reconductible de 24 en 24 heures par l'Assemblée générale des grévistes forte en moyenne de 850 à 900 personnes (1 100 personnes au total en grève sur 1 500). Les 3/4 des 146 succursales de Paris et de la proche banlieue sont fermées. Chaque jour la grève est reconduite à la quasi-unanimité. Dès le départ cette grève s'annonçait dure tant par l'enjeu de la lutte (maintien intégral de la prime de fin d'année (8 % du salaire), recrutement (augmentation de plus de 10 % de la charge de travail en un an), contre la remise en cause du droit syndical, maintien de l'avancement à l'ancienneté, prêts au personnel à taux avantageux, garantie d'emploi et de salaire pour les auxiliaires, paiement des journées de grève, contre le démantelement du service immobilier qui entrainerait l'augmentation des loyers pour les employés logés par la Caisse) que par l'intransigeance du patronat et la détermination des employés. Cependant s'il ne s'est pas effiloché le mouvement ne s'est pas durci non plus. Cela du fait de l'attitude du PCF qui contrôle le syndicat autonome majoritaire. Par exemple la CFDT soutenue par une grande partie des grévistes était favorable à l'occupation des locaux afin d'empêcher les non-grévistes de faire tourner la boite au ralenti. Afin de préserver une image «démocratique», «responsable» etc vis à vis des cadres et des patrons qu'ils ont l'intention de remplacer en 1978, messieurs les dirigeants du PCF sont opposés à l'occupation. Ces apprentis patrons mènent depuis longtemps une campagne pour être représentés au Conseil d'administration dont ils qualifient les membres d'irresponsables (gaçeons qu'ils seront les meilleurs dans l'exploitation des travailleurs s'ils arrivaient au pouvoir). A l'initiative de la CFDT, un gala de soutien et de popularisation aura lieu le mardi 16 à la Mutualité

A ce propos il convient de dénoncer une nouvelle fois les dirigeants du PCF.

Ces individus bien qu'ayant été obligés d'approuver le principe du gala devant l'assemblée générale se sont ensuite livrés à toutes sortes de manœuvres mesquines pour se débarrasser des tâches et faire échouer cette initiative. Selon eux il est plus sérieux d'aller pleurnicher chez les élus de «gauche» et d'organiser une tombola que de faire ce gala. Ces gens ont ainsi essayé de faire tenir le gala dans la municipalité de Saint-Ouen dirigée par le faux parti commniste français, dans un endroit d'accès évidemment plus difficile pour les travailleurs, en prétextant la gratuité de la salle. Leur demande n'ayant pu être retenue, ils ont prétendu d'abord faire payer la salle de la Mutualité à la seule CFDT, puis ont reculé voyant qu'ils avaient quand même été un peu loin !

Il est important pour la poursuite de la grève que le plus grand nombre possible de travailleurs assiste à ce gala de solidarité.

Les marxistes-léninistes de la CEP.

Travailleurs, participez massivement au gala de solidarité avec les grévistes de la Caisse d'épargne de Paris organisé le 16 novembre à la Mutualité à 21 heures.

LA DIRECTION DE LA CGT REAFFIRME SON SOUTIEN A LA HIERARCHIE CAPITALISTE

Aux 36 heures oorganisées les 5, 6 et 7 novembre par l'UGICT (Union Générale des Ingénieurs, Cadres et Techniciens CGT), Le Guen, secrétaire de cette organisation corporatiste, et Krasucki, secrétaire confédéral, membre du Bureau politique du PCF, ont montré leur unité. Unité de bourgeois pour défendre et maintenir l'écart tel quel entre les petits salariés, la grande masse des travailleurs manuels notamment, et d'autres peu nombreux qui exercent des fonctions «nobles» de direction ou d'encadrement.

«La CGT défend le principe d'une hiérarchie des salaires pour des raisons *évidentes*, que tout travailleur comprend, parce qu'elle correspond aux exigences des réalités de la société au point où elle en est».

Prendre la société capitaliste comme modèle pour la rémunération, défendre les exigences de la société actuelle, c'est défendre les intérêts de la bourgeoisie qui a besoin de maintenir la grande masse des travailleurs qui produisent les richesses sous la menace continuelle du chômage, de la misère, des saisies et des dettes pendant que la minorité d'exploiteurs empoche d'énormes profits et entretient une petite armée de garde-chiourmes grassement payés.

Qui peut croire, avec de telles déclarations, que Krasucki et les dirigeants du faux Parti communiste veulent défendre la classe ouvrière et changer la société ?

A bas les traitres à la classe ouvrière, à bas la collaboration avec la bourgeoisie, à bas la hiérarchie capitaliste des salaires !

la France des luttes

Toulouse

FIN DE LA GREVE CHEZ MAS

Nous avons reçu une correspondance de la cellule «Rosa Luxembourg» du Parti communiste marxiste - léniniste de France de l'entreprise MAS nous indiquant que la grève avait pris fin mercredi 3 novembre sur la base d'un compromis acceptable par les grévistes. Les camarades poursuivent :

«Rien ne sera plus jamais comme avant, même si, en centimes, nous n'avons pas gagné grand-chose. Nous sommes prêtes pour la prochaine grève. Nous savons qu'il faut lutter toutes ensemble et en même temps dans l'habillement et nous nous préparons à le faire, bientôt. Un bilan suivra dans les prochains jours».

ACHETEZ TOUJOURS L'HUMANITE ROUGE DANS LE MEME KIOSQUE

Orléans

Trahison de la grève chez Substantia

Le déroulement du dernier jour de grève des travailleurs de Substancia (usine de produits pharmaceutiques à Orléans la Source) est un des nombreux exemples montrant de quelle façon les dirigeants des organisations syndicales que ce soit FO, CFDT, ou CGT peuvent magouiller et faire reprendre le travail sans se soucier de l'avis des travailleurs en grève.

(A Substancia, 3 syndicats : FO majoritaire, CFDT et CGT minoritaire)

Les travailleurs de Substancia ont mené une grève avec occupation des locaux du vendredi 22 octobre au samedi 7 novembre.

L'origine du conflit a été la dégradation des conditions de travail : comme en tout système capitaliste, produire plus en augmentant les cadeces, à Substancia au profit du trust américain Warner-Lambert.

Les principales revendications étaient les suivantes :

5e semaine de congés payés ; amélioration des conditions de travail : 1/4 d'heure à la pause pour les personnes à la chaine, limitation des cadences, embauche définitive, réduction d'horaires pour les femmes enceintes ; augmentation des salaires : 100 F pour tous ; paiement des jours de grève.

L'occupation se passait dans une bonne ambiance et raffermissait les liens entre les travailleurs : des commissions avaient été mises sur pied et des tours de garde organisés pour les nuits. Un nombre très important de grévistes passaient leur journée à l'usine.

La direction qui disait ne rien comprendre aux revendications des travailleurs, a essayé plusieurs fois de manœuvrer en organisant des réunions avec les non-grévistes (là elle n'a pas eu peur de dépenser des sommes importantes, location de salles, huissiers...) pour faire voter la reprise du travail. Mais à chaque fois elle a essuyé un échec ne réussissant pas à obtenir la majorité pour la reprise (même certains non-grévistes venus voter à bulletins secrets ont voté contre la reprise !). Elle avait essayé aussi de désolidariser le personnel du laboratoire pour la première fois totalement en grève (un seul travaillait avec la chef) en envoyant à chaque personne du labo une lettre crapuleuse. Dans cette lettre, elle a essayé de s'appuyer sur les conditions spéciales du personnel du labo, leur disant qu'elle était prête à discuter avec eux de leurs propres revendications... trouvant la grève indigne d'eux... et baratinant sur la situation économique, le mouvement mettant en péril l'existence de la boite, etc. baratin habituel des capitalistes brandissant le chômage éventuel pour faire taire les travailleurs et les faire se tenir tranquille, accepter les conditions défavorables. Mais cela n'a pas marché, le personnel du laboratoire est resté solidaire du mouvement avec les autres travailleurs.

Les grévistes avaient donc le rapport de force en leur faveur le samedi 6 hors de l'entrevue qui devait avoir lieu entre la direction et les délégués syndicaux. Le plus grand nombre possible du personnel avait donc été contacté pour se réunir à l'issue de cette entrevue vers 17 heures. A 17 heures, une grande majorité du personnel en grève était là et ont attendu, se lassant peu à peu. Car c'est seulement vers 19 h 30 que les délégués sont revenus et là devant une trentaine de personnes qu'ont ils annoncé : «Que les travailleurs pouvaient rentrer la tête haute, le lundi» et ils ont appelé à voter à la reprise du travail ce qui a été fait. Malgré le peu de personnel gréviste présent ce soir, c'est pourtant ce seul vote qui a compté ; aucune autre assemblée n'a été convoquee et les grévistes ont donc repris le travail à 13 heures le lundi.

Ils ont juste eu le loisir d'apprendre sur les tableaux ce qui avait été obtenu : 100 F au 1er janvier 77, ce qui constitue une augmentation pour 77 et non pour 76 1/4 d'heure par jour pour les femmes enceintes.

Mais les esprits sont encore en effervescence ; les travailleurs sentent bien qu'ils se sont fait avoir. La tactique des dirigeants syndicaux est de plus en plus dénoncée et leur travail de magouillage et de sabotage des luttes classe contre classe deviendra de plus en plus difficile ; jusqu'au jour où les travailleurs instaureront la dictature du prolétariat, dictature de la majorité des travailleurs sur la minorité d'exploiteurs bourgeoisie au pouvoir ou bourgeoisie révisionniste.

Tous unis, nous vaincrons.

Vive la lutte des travailleurs jusqu'à la dictature du prolétariat.

Vive le socialisme.

Un camarade d'Orléans.

Hérouville-Saint-Clair (Calvados)

2e semaine de lutte des travailleurs sociaux en formation

Nous publions aujourd'hui l'appel aux autres travailleurs sociaux en formation. Organisés en commissions, les éducateurs d'Hérouville-St-Clair ont notamment envoyé une lettre à tous les centres de formation (infirmiers, assistantes sociales, animateurs) ainsi qu'aux professionnels pour réfléchir à ce statut.

«Les travailleurs sociaux en formation à l'école d'éducateurs d'Hérouville-St-Clair, en lutte proposent à discussion le document suivant ; ceci en vue de clarifier les revendications quant à l'obtention d'un statut *unique*.

Etant donné les critères d'obtention des moyens de subsistance (âge, temps de travail préalable, marié ou non, salaire des parents, etc.) les TSF* sont considérés comme étant dépendants de leur situation sociale. Nous pouvons constater que cette sélection est basée sur l'argent, ceci tendant à faire des travailleurs sociaux une «élite bien pensante et dans les normes».

Dans sa fonction principale d'encadrement et de «replatreur» des populations dites inadptées ou marginales et qui ne sont que le reflet et le produit d'un système, le TS doit correspondre au cadre idéologique du pouvoir. Et pour le pouvoir le meilleur moyen d'assurer sa domination idéologique est bien d'instaurer en même temps une sélection économique.

Pourquoi le statut ?

La formation est obligatoire. Nous effectuons un certain travail, non rémunéré, pendant les stages. Nous n'avons aucune garantie (congé maladie, maternité, droit syndical).

Pourquoi unifier nos revendications ?

Les incohérences et carences chroniques dans le financement des différentes formations depuis des années entretiennent la division des TS. A l'école d'Hérouville-St-Clair, une commission se réunit dans le but d'étudier un projet de statut de travailleur social sur les bases de travaux précédemment établis dans différentes instances. Aussi souhaitons-nous recueillir vos propres revendications en vue de l'établissement d'une plate-forme commune.

Pour les professionnels :

Nous pensons qu'il est important que vous participiez à l'élaboration du statut qui devait s'inscrire dans la convention collective unique regroupant tous les travailleurs sociaux. Pour la non exploitation des stagiaires, pour la planification des revendications du fait de l'intervention des TSF dans le secteur professionnel (stages).

Note : Une coordination a eu lieu samedi 6 octobre entre les écoles d'Angers, Nancy et Hérouville-St-Clair. Un texte commun a été envoyé aux autres écoles d'éducateurs pour dénoncer les contrats d'établissements et avancer les revendications ci-dessus.

**TSF : travailleurs sociaux en formation.*

Fameck(Moselle)

Radar Géant la santé du peuple ne compte pas

Samedi 6 novembre aux environs de 20 heures, une annonce est faite *«Un responsable est demandé de toute urgence»*. Annonce tout à fait banale pour ce genre de magasin. Or, quelques instants plus tard, nous remarquons un attroupement. Que se passe-t-il ? Un jeune homme s'est évanoui au milieu d'un rayon. Quelques personnes faisant leurs courses veulent l'aider, mais en fait, étant malade, seul un médecin ou une infirmière pourraient y faire quelque chose. Une ambulance est alors appelée. C'est alors que l'attente commence.

En effet deux ambulanciers arrivent tranquillement au bout d'une demi-heure, ainsi que le responsable du magasin.

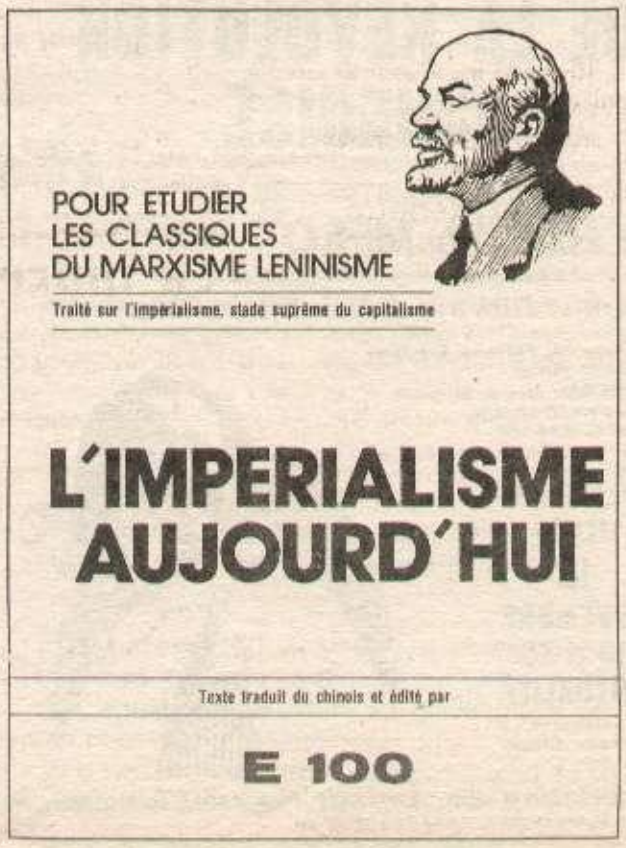
L'indignation des quelques témoins est grande ! Une dame s'exclame *«C'est quand même scandaleux que d'une part il n'y ait ni infirmière ni médecin en permanence dans une telle surface ! Nous sommes justes bons à acheter ici, et d'autre part que ce soit le responsable qu'on réclame et non un secouriste ou quelqu'un de compétent»*.

Quand on sait qu'une page de publicité sur Radar dans le Républicain lorrain (la feuille réactionnaire locale) revient à plusieurs millions d'anciens francs, il est absolument incroyable qu'on ne puisse embaucher une personne du corps médical en prévision d'inévitables incidents !

Mais au fond, c'est la logique capitaliste !

Oui, vraiment, la santé du peuple compte très peu pour les capitalistes... seul le profit les intéresse !

Une lectrice.



Grenoble (Quartier de l'Arlequin)

PREMIER SUCCES LES POURSUITES SONT SUSPENDUES

Comme nous l'avons relaté dans «L'Humanité rouge» du 5 novembre, plus de 100 familles du quartier de l'Arlequin ont reçu un «commandement avec frais». Mais contrairement à ce que nous avons écrit, ces familles ne sont pas simplement en retard de loyers. Il y a parmi elles des familles en retard de loyers, mais aussi des familles qui mènent une grève des loyers depuis janvier 1975 (refus des hausses). Depuis 1975, le maire PS s'oppose aux travailleurs.

Si l'OPHLM a frappé indistinctement grévistes et non-grévistes c'est parce qu'il ignore qui est gréviste et qui ne l'est pas, le Comité de grève ayant toujours refusé de lui communiquer la liste des grévistes. Cela fait longtemps en fait que le Comité de grève a élargi son action à la défense des familles qui ont des difficultés de paiement.

Le mardi 2 novembre, l'assemblée générale a réuni 70 personnes et a décidé d'une manifestation le 4 novembre à la mairie. Cette initiative était soutenue par l'Association syndicale des familles et d'autres quartiers populaires de Grenoble (Mistral, Teisseire...) étaient invités à s'y associer. De nombreux collages d'affiches ont eu lieu les 3 et 4 novembre.

Jeudi 4 novembre à 18 h 30 près de 150 personnes se sont réunies dans le hall de la mairie de Grenoble. Parmi les banderoles qui furent déployées, notons :

«Comment les mêmes personnes (*)peuvent-elles :

– considérer comme inacceptable la situation faite aux travailleurs de ce pays,

– leur envoyer un commandement avec frais dont le montant atteint 300 à 500 F.»

ou encore :

« Il semble plus facile à l'OPHLM d'augmenter loyers et charges que de refuser de rembourser à l'État les taxes (TVA 17,6 %) et les intérêts des emprunts qu'il a contractés pour construire. Nous ne l'acceptons pas.»

Une délégation de 25 personnes a été reçue par la mairie. Il a été décidé que les poursuites seraient suspendues et les frais annulés pendant la durée des négociations. Celles-ci doivent commencer le mardi 9 novembre.

(*) Il s'agit de l'Union de la gauche. La mairie est PS.

Le calendrier 1977 de l'Humanité Rouge sera disponible la semaine prochaine. La formule est enrichie par rapport à celle de l'année dernière. Nous demandons à tous nos camarades de prévoir une diffusion la plus large possible de cet outil politique, qui sera vendu au prix de souscription de 10F minimum.

LES CONTINUATEURS DE LA REVOLUTION CHINOISE

TCHOUEN-MIAO

(Jeune pousse printanière, médecin aux pieds nus)

premier film sur la Révolution Culturelle

- ***Comment j'ai vécu le séisme par M. Monge***
- ***En Chine lors de la mort du Président Mao par G. Andrieu***
- ***Sur la situation actuelle en Chine par H. Marchisio***

JEUDI 18 NOVEMBRE 20 H 30 MUTUALITÉ

24 rue St-Victor Paris 5e
M° Maubert-Mutualité
Entrée : 7 F

Association des Amitiés Franco-Chinoises
32 rue Maurice-Ripoche 75014 Paris 783-67-46

IL FAUT ETUDIER L'ECONOMIE POLITIQUE

Les «Éditions du Centenaire» ont publié au mois de septembre dernier le tome 1 du manuel portant sur les «Connaissances de base de l'économie politique». Ce document précieux nous vient du Parti frère chinois publié l'an passé aux «Éditions du peuple de Shangai». Le tome 1 porte sur les économies pré-capitalistes et surtout sur l'analyse du capitalisme. Dans le but d'inviter nos lecteurs à étudier ce document, nous publions sur plusieurs numéros de larges extraits du chapitre 1, qui définit clairement l'objet de l'économie politique.

Pour comprendre comment s'établissent de nouveaux rapports de production, en plus de l'étude des contradictions entre rapports de production et forces productives, il faut aussi examiner les rapports entre la superstructure et la base économique. C'est ce sujet qui est abordé dans le texte publié aujourd'hui.

La superstructure, c'est le système politique (pouvoir d'État, armée, droit) et l'idéologie qui lui correspond (philosophie, littérature, art). La base économique, ce sont les rapports de production.

«L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base concrète sur laquelle s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes de conscience sociale déterminées».(8) Cette thèse de Marx met scientifiquement en lumière les rapports entre la superstructure et la base économique.

Dans les contradictions entre la superstructure et la base économique, c'est cette dernière qui joue en général le rôle déterminant, c'est elle qui détermine la superstructure. A telle base économique, telle superstructure. Si la base économique se transforme, cela «bouleverse plus ou moins rapidement toute l'énorme superstructure».(9) C'est à dire que si la vieille base économique se désagrège, la superstructure construite sur cette base doit inévitablement être détruite, mais sa destruction peut être plus ou poins rapide. Après la transformation de l'appareil d'État réactionnaire, les classes décadentes renversées ne se retirent pas elles-mêmes de la scène de l'histoire, mais elles engagent dans les domaines politique, idéologique et culturel, une lutte acharnée et de longue haleine avec la classe montante.En particulier, la vieille idéologie liée aux classes déclinantes continue d'exister sur une très longue période.

La superstructure est déterminée par la base économique, mais une fois établie, elle exerce une très importante action en retour sur la base économique. Staline a écrit : *« La superstructure est justement engendrée par la base pour servir celle-ci pour l'aider activement à se cristalliser et à s'affermir, pour lutter activement en vue de liquider la vieille base périmée avec la vieille superstructure.»*(10). Cela montre qu'une superstructure est seulement au service de sa propre base économique. La superstructure socialiste est au service de la base économique socialiste ; la superstructure capitaliste est au service de la base économique capitaliste.

Dans la société capitaliste, avec l'exacerbation des contradictions entre la socialisation de la production et de la propriété privée des moyens de production, le besoin de remplacer le système de propriété privée capitaliste par un système de propriété collective socialiste existe objectivement depuis longtemps. Mais les capitalistes tiennent entre leurs mains l'appareil d'État réactionnaire qu'ils utilisent pour la sauvegarde de la base économique capitaliste. Le prolérariat, s'il ne brise pas d'abord l'appareil d'État bourgeois, ne peut liquider le système économique capitaliste. *«Le capitalisme peut passer pacifiquement au socialisme»*, c'est bel et bien un mensonge proféré par les révisionnsites anciens et modernes.

(8) Marx : Préface à la «Critique de l'économie politique» ES p. 4
(9) Ibid.
(10) J. Staline : «Le marxisme et les problèmes de linguistique» EP p. 3

Beauvais

Une juste initiative des marxistes-léninistes

Le samedi 6 novembre, à l'initiative de la cellule de Beauvais du PCMLF était organisée une soirée pour fêter le 35e anniversaire du Parti du travail d'Albanie.

Devant 30 personnes dont plusieurs travailleurs d'une usine en grève a d'abord été projeté un montage diapositives qui montrait des vues du grand complexe sidérurgique d'Elbasan, de la campagne albanaise, des œuvres d'art réalistes et socialistes, de l'école en Albanie et des monuments à la gloire des héros du travail.

Plusieurs camarades expliquaient la vie dans les usines en Albanie.

Une discussion suivit où des questions montrèrent l'intérêt porté à une bonne connaissance de la République populaire d'Albanie. Ainsi des lycéens demandèrent des précisions sur l'armée albanaise et furent satisfaits de voir qu'il s'agissait d'une armée du peuple.

D'autres questions furent posées sur la censure, les élections, les films projetés aux Albanais où l'absence des superproductions américaines a été appréciée par tous, questions aussi posées sur la retraite, les syndicats, l'organisation des quartiers la lutte contre labourgeoisie, le commerce extérieur.

Cette discussion a été une réfutation des calomnies de Poniatowski et Marchais sur la dictature du prolétariat.

Pour terminer, un camarade parla du rôle du Parti du travail d'Albanie citant plusieurs passages d'Enver Hodja ; car la raison de tous les succès de ce vaillant peuple réside dans l'unité d'acier Parti-peuple, et sur la ligne marxiste-léniniste.

Vive le 7e Congrès du PTA
Longue vie au camarade Enver hodja

Correspondant HR

TARIFS D'ABONNEMENTS

	Pli ouvert	Pli fermé
1 mois	32 F	70 F
3 mois	95 F	210 F
6 mois	190 F	400 F
Soutien	300 F	500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE
No 30226-72 — La Source

culturel

Réponse à une lettre de lecteurs lillois(1)

MOLIERE FAIT-IL PARTIE DE NOTRE HERITAGE CULTUREL REVOLUTIONNAIRE?

Des lecteurs de Lille nous envoient une longue critique détaillée sur l'article paru dans HR No 545 :*«Qui fut vraiment Molière ?»* Avant d'y répondre nous voulons encourager à nouveau tous les lecteurs à suivre cet exemple. N'hésitez pas à nous envoyer votre avis en toute circonstance. Même si nous sommes en désaccord avec vous, comme c'est le cas ici. De telles contributions nous sont très utiles et nous permettent de saisir les problèmes sous un plus grand nombre d'aspects.

Nos lecteurs lillois trouvent qu'il n'est pas juste de défendre aujourd'hui Molière et ils avancent plusieurs arguments. Voyons les uns après les autres. D'abord, selon eux, le théâtre de Molière est plus proche du théâtre de boulevard (genre «Au théâtre ce soir») que du théâtre révolutionnaire parce que :

1) l'intrigue de la pièce est toujours une intrigue amoureuse (le mari, la femme, l'amant ou la maitresse dans le théâtre de boulevard, le père, la fille, celui qu'elle aime et le mari que le père veut imposer à sa fille chez Molière) *«Dans les deux cas,* (ajoutent nos lecteurs) *c'est toujours l'amour qui triomphe».*

2) dans le théâtre de boulevard comme chez Molière, tout se déroule dans un milieu clos. Le peuple n'y intervient pas en tant que tel mais comme valet servant les intérêts de ses maitres. Molière tient compte en apparence des clivages sociaux mais en fait il les efface car les mariages se réalisent toujours au sein d'une même classe et l'amour au-dessus des classes l'emporte.

LE THEATRE DE MOLIERE ET LE THEATRE DE BOULEVARD

Voilà le premier argument contre le théâtre de Molière. Quand on veut juger de la valeur d'une œuvre il faut chercher sur quelle réalité concrète elle agit. Le théâtre de boulevard apparait au moment où la bourgeoisie, installée au pouvoir, commence à pourrir. Il a pour but de tourner en gaudriole l'écœurant et hypocrite mariage bourgeois afin de lui donner l'apparence d'une nécessité éternelle et de légitimer ses conséquences (le fameux triangle mari-femme-amant ou maitresse). La structure des pièces de Molière : père-enfant-amant-mari imposé par le père ne peut en aucun cas être comparée à ce théâtre. Il s'agit de la critique de la situation que crée *le système féodal :* soumission à la volonté du patriarche de la destinée des enfants et surtout soumission des femmes à la volonté de leur père puis de leur mari. C'est contre cela que se dresse le théâtre de Molière. *«Le triomphe de l'amour»* dans ces conditions est l'affirmation de la liberté individuelle dans le choix de sa destinée. Il n'est pas question de dire que c'est le fin du fin de la libération des hommes et surtout des femmes, mais c'est la réponse de la bourgeoisie, alors révolutionnaire à la situation de dépendance et de soumission entre les êtres qui caractérise le système féodal. Comparer le théâtre de Molière au théâtre révolutionnaire d'aujourd'hui n'a aucun sens. Mais si l'on se reporte à l'époque de Molière il est bien un des représentants de la théorie la plus avancée contre le système féodal des relations «interpersonnelles». Toute lutte contre un système féodal passe par cette critique de l'assujetissement des personnes et surtout des femmes, à une volonté despotique qui est souvent, concrètement, celle du père ou du mari. Il suffit de relire les directives de Mao Tsé-toung sur la libération des femmes et les écrits de Lou Sin contre la société chinoise traditionnelle. Et pourtant ils parlaient à une époque où la lutte antiféodale était déjà liée, du fait de la situation mondiale, à la lutte révolutionnaire du prolétariat. Alors que pour Molière...

Donc le fait que les intrigues chez Molière soient amoureuses ne peut constituer une critique et surtout ne peut être raproché des intrigues amoureuses de la bourgeoisie réactionnaire des 19e et 20e siècles. Entre une même classe à son époque révolutionnaire et à son époque décadente il y a un monde.

Citons le socialiste américain Upton Sinclair. Il parle de J. J. Rousseau, mais il suffit de remplacer Rousseau par Molière et c'est au fond aussi juste : *«Pourquoi cherchez-vous querelle à cet homme ?... Etes-vous de ceux qui redoutent le torrent d'idées nouvelles et de nouveaux sentiments qu'il a lâché sur le monde ? Avez-vous pour but de discréditer en son entier le mouvement individualiste dont il est le père et de nous renvoyer au bon vieux temps où les enfants obéissaient à leurs pères, les domestiques à leurs maitres, les femmes à leurs maris, les sujets à leurs prêtres et à leurs rois et où, au collège, les étudiants acceptaient sans question ce que disaient leurs professeurs ?»* Tout Molière est dans cette phrase. C'est bien un théâtre de la désobéissance et du refus des autorités établies : parents, maris, maitres, religion, universités.

LES MAITRES ET LES VALETS CHEZ MOLIERE

Et cela nous amène au peuple. Non, les valets ne servent pas leur maitre comme le prétendent nos lecteurs. Ils s'y opposent. Et ils sont les plus intelligents, eux, qui voient clair derrière la suffisance vide de leurs «supérieurs». Ils servent la liberté du choix individuel des amants, idée infiniment progressiste par rapport à la doctrine féodale de la soumission. Ils n'on aucun respect pour la culture de la haute société, que ce soit celle des médecins ou des professeurs de toutes sortes ou celle des «artistes» de l'aristocratie dégénérée. S'il n'y a pas d'opposition très nette entre la bourgeoisie et le «bas peuple» c'est que toute l'orientation du théâtre de Molière est de lier cette bourgeoisie à ce peuple contre la féodalité. Molière connait très bien les clivages sociaux : c'est-à-dire aussi bien qu'il était possible de les connaitre à l'époque. Il voit quels sont les deux camps en présence. Car la montée de l'idéologie bourgeoise était alors un phénomène favorable au peuple ainsi que l'a prouvé la révolution de 1789. Répétons-le : ça n'est pas pour rien que Molière était très populaire en son temps. Quant aux mariages au sein des mêmes catégories sociales, ils sont la preuve que chez Molière l'amour n'est pas au-dessus des classes. Il a d'ailleurs élevé cela au rang d'un véritable principe dans ses pièces. Il montre que l'affection spontanée, l'amour va toujours aux gens dont on se sent proche et qu'il est criminel d'aller contre ça.

(Suite dans notre prochain numéro).

ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

	heures de Paris	longueur d'ondes	fréquences
TIRANA	16h00-16h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	17h00-17h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	19h00-19h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	21h00-21h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
	22h00-22h30	31 m 42 m 215 m	9677 kc 7143 kc 1395 kc
	23h30-24h00	31 m 42 m 206 m	9677 kc 7143 kc 1456 kc
	6h00-6h30	31 m 42 m	9677 kc 7143 kc
PÉKIN	19h30-20h30	45,7 m 42,5 m	6565 kc 7059 kc
	20h30-21h30	45,7 m 42,5 m	6565 kc 7059 kc
	21h30-22h30	45,7 m 42,5 m	6565 kc 7059 kc
	22h30-23h30	42,7 m 42,4 m 45,9 m	7026 kc 7075 kc 6536 kc

IMPORTANT : Les longueurs d'onde 215 et 206 m (Tirana) sont dans la gamme des ondes moyennes (OM ou MW). Les autres longueurs d'onde, dans les bandes des 30 et 40 m, sont dans la gamme des ondes courtes (OC ou SW).

Si votre poste est gradué en MC au lieu de KC c'est facile de transformer : il suffit de diviser par 1 000 : 9677 kc équivaut à 9,677 mc.

Films nord-coréens à Paris

LES LAMINEURS et La Corée est une

Le film, produit en 1972 par le Studio des Films Artistiques de Corée, se déroule au début du premier Plan quinquennal (1957-61), dans une usine sidérurgique qui fut presque entièrement détruite par les impérialistes US. Ce plan constitue une étape importante de l'édification de la Corée Après la victoire héroique dans la Guerre de Libération de la patrie, après l'achèvement du Plan triennal (1954-56) destiné à la reconstruction du pays, le peuple coréen, sous la direction du Parti du Travail de Corée et de son dirigeant le Président Kim Il Sung, s'est lancé dans la construction de l'infrastructure du socialisme et tout d'abord dans la transformation socialiste des rapports de production à la ville et dans les campagnes, tâche achevée en 1958 par la coopérativisation agricole et la socialisation complète du commerce et de l'industrie privée. Le plan s'est déroulé à travers une lutte de classes acharnée : à l'intérieur contre les ennemis de classe, les fractionnistes au sein du Parti, à l'extérieur contre les menaces répétées des impérialistes US et contre le révisionnisme moderne au sein du Mouvement communiste international. Pour mener à bien l'implantation des bases de l'industrie socialiste et en priorité de l'industrie lourde, la classe ouvrière coréenne redoubla d'ardeur pour développer la production en comptant sur ses propres forces, en luttant contre le conservatisme, la passivité, le bureaucratisme.

Dans l'usine de laminage qui, pour répondre aux besoins multiples de l'édification du socialisme dans le pays, doit développer rapidement la production, apparaissent deux lignes opposées face qu problème du laminage continu, jusque là inconnu dans le pays : celle de l'ingénieur en chef qui veut importer de l'étranger un nouveau laminoir plus puissant et celle de l'équipe de lamineurs qui veut compter sur ses propres forces et, en réalisant des innovations techniques, augmenter la puissance du matériel existant. De plus, au début, le chef d'équipe Tai Djin, coupé des ouvriers, autoritaire et bureaucrate, freine le mouvement des innovations techniques. Mais, grâce à l'union, sous la direction du Comité de Parti de l'usine, des jeunes lamineurs, du vieux métallo communiste Sou Beum, de la jeune ingénieur Myeung Hy, la ligne révolutionnaire triomphe de l'autoritarisme de Tai Djin, du conservatisme de l'ingénieur en chef, de l'individualisme de certains ouvriers comme Byeung Man, des sabotages des ennemis de classe, et accomplit de grands prodiges dans le développement des innovations techniques et de la production.

Ce film, d'une qualité artistique remarquable, nous montre la puissance et la force révolutionnaires de la classe ouvrière qui, sous la juste direction de son Parti marxiste-léniniste, ose monter à l'assaut de tous les obstacles et triomphe de toutes les difficultés.

En supplément, le film *«la Corée est Une»* (court métrage) montre la juste lutte du peuple coréen pour la réunification de la Corée, dans l'indépendance, par la voie pacifique et dans la concorde nationale.

Mardi 16 novembre à 20H30

Projection de films nord coréens

LES LAMINEURS

(long métrage)

LA COREE EST UNE

(court métrage)

Cinéma St Lambert

6 rue Peclet Paris 15è

Métro Vaugirard entrée 6F

l'Humanité Rouge

LETTRE D'AFRIQUE DU SUD

Voici un bref compte-rendu de voyage, récemment effectué à Johannesburg et dans sa région.

C'est par la ville de Johannesburg que nous prenons contact avec un état de fait que nous n'ignonorions pas ou pas tout à fait. C'est une ville aux avenues rectilignes, aux buildings ultra-modernes, aux voies d'accés multiples. De nombreuses autoroutes la raccordent aux banlieues industrielles où sont implantées les filiales de nombreuses sociétés européennes, telles Renault, Volkswagen, Rolls Royce et américaines, telles IBM, qui investissent largement dans ce pays où la main d'œuvre est si bon marché et si nombreuse.

Dans la ville elle-même, une loi en vigueur : l'apartheid. Celle-ci a déjà été décrite. En voici quelques exemples.

Il existe une gare ferroviaire principale par laquelle arrivent le matin les milliers d'Africains qui chaque jour travaillent en ville et qui le soir repartent dans des villes situées autour de Johannesburg. Toutes ces villes (notamment Soweto) dont la population est exclusivement composée d'Africains, composent autour de chaque grande ville telles Prétoria, La Cap, Durban des lieux d'habitation dans lesquels sont obligatoirement assignés à résider tous les Africains dés que leur journée de travail est terminée. Cette gare a deux entrées, situées de chaque côté du bâtiment principal : une pour les Sud-Africains blancs uniquement, l'autre pour les Sud-Africains noirs. Cette dernière ne porte aucune inscription, même pas celle de gare.

Dans une même rame de train, un certain nombre de wagons sont réservés aux blancs, les autres aux Africains. Sur les quais il y a deux installations comportant des toilettes : une pour les Sud-Africains blancs, l'autre pour les «blacks».

Toilettes réservées aux blancs.

Il en va de meme pour les taxis, les bus, les hôpitaux, les squares pour enfants et même, les magasins d'alimentation... Et , s'il n'existe pas de trottoirs réservés aux blancs, les bancs publics, eux le sont.

C'est peu surpris que nous sortirons d'une grande librairie du centre de Johannesburg, dans laquelle nous avons trouvé parmi les livres les mieux exposés à l'étalage, une réédition toute récente du livre d'A. Hitler «Mein Kampf », peu surpris car nous savions que l'actuel président de la République sud-africaine J.Vorster fut emprisonné en 1942 pour ses idées pro-nazies...

Et tout ceci n'est pas le pire. Depuis le mois de juin dernier, de plus en plus nombreuses sont les révoltes des masses sud-africaines contre le gouvernement raciste d'Afrique du Sud. Par exemple, durant le mois d'octobre, à Johannesburg même, il y eut plusieurs dizaines de morts et de nombreux blessés parmi les manifestants patriotes Azaniens lors d'affrontements avec la police qui plus que jamais n'hésite pas à faire usage des ses armes à feu.

Afin de répondre à toute manifestation, des groupes de policiers armés patrouillent en ville, et stationnent par groupe de 12 ou 15 dans certains squares de la ville.

Le dimanche 17 octobre, à Soweto, ville-prison située à 50 kms de Johannesburg, au cours des funérailles d'un écolier de 14 ans assassiné peu de temps auparavant dans des circonstances qui ont fait de lui un nouveau jeune martyr de la lutte du peuple sud-africain, la colére de plus d'un millier de personnes présentes a explosé. Des banderoles sur lesquelles étaient réaffirmées la détermination et le courage inébranlable de lutter jusqu'au bout de tout un peuple furent placées dans le cortége. Il s'ensuivit de trés violents affrontements avec la police et de nombreuses arrestations eurent lieu.

Depuis cette époque, il n'est plus délivré d'autorisation d'accés à Soweto à toute personne n'y résidant pas. Il faut savoir que depuis qu'existent Soweto et des villes de ce type, leur accés et leur sortie sont strictement contrôlés. Autorisation et tout autre papier sont délivrés par les autorités de l'État sud-africain. Tout Sud-Africain en infraction est immédiatement arrêté.

Des visites *en groupe* étaient autorisées auparavant par les autorités aux personnes (journalistes, touristes étrangers) qui voulaient s'y rendre (elles sont désormais interdites). Les informations qui nous parviennent aujourd'hui sont obtenues par la lecture des journaux anglais de Johannesburg.

Violence révolutionnaire à Soweto.

Fait significatif, les policiers sud-africains «noirs» de Soweto ont reçu consigne de leurs chefs, de ne plus porter leur uniforme sauf lors des défilés et autres cérémonies officielles (certains d'entre eux, par peur, ne rentrent plus à leur domicile le soir...) La défense de l'ordre établi des racistes blancs sud-africains n'a jamais été aussi périlleuse. Bientôt, soyons-en sûrs, cela sera une mission impossible tant la situation sociale, politique et économique devient ingouvernable pour Vorster et son gouvernement.

La visite de Prétoria, capitale politique de l'Afrique du Sud, n'apporta aucun démenti à tout ce que nous avions pu voir les jours précédents.

Vivre dans cet État raciste et fasciste, qui se définit lui-même comme État tel « *Israël sans le soutien des Américains*» c'est se rendre complice de la discrimination raciale et de la politique de concentration et de déportation en vigueur contre 22 millions d'Africains du sud, politique dont seuls 4,5 millions de colons tirent profit sous la banniére du «national-christiannisme» idéologie officielle de l'État d'Afrique du Sud. Dernier acte en date de cette politique du gouvernement Vorster, «l'indépendance» (mais en quoi ?) de la province du TRANSKEI, province située sur la côte Est du pays, au Sud de Durban.

Qualifié de «plaisanterie» par un dirigeant nationaliste noir Sud Africain, la création de ce nouvel État, préparé depuis 1963 dit-on, n'est pour le gouvernement actuel, que le premier d'une série, qui ainsi créés, lui permettrait d'exercer sur la totalité de la population Sud Africaine un contrôle quasi permanent.

Ainsi tout membre de «l'État » du TRANSKEI, par exemple, n'aura le droit de quitter son «pays» qu'en devenant un étranger au regard de la loi Sud Africaine, si par exemple il se trouve à Prétoria. Et vice versa tout membre de tel autre État nouvellement «indépendant» n'aurait le droit de pénétrer au TRANSKEI qu'en tant qu'étranger !

Ainsi seuls seraient autorisés à vivre à proximité des grands centres urbains «blancs» les seuls Africains nécessaires à la bonne marche de l'économie. Les autres seraient relégués dans les différents nouveaux états pseudo-indépendants qui resteraient les réservoirs de main d'oeuvre à bas prix pour les industries, les fermes et les mines des racistes blancs Sud Africains.

La situation politique actuelle s'est concrétisée, pour nous, par quelques détails tels que, le jour de notre départ, la decouverte d'un nouveau système policier de fouille (mis en place, donc, pendant notre court séjour) à l'aéroport «JAN SMUTS» de Joannesburg (la nervosité des policiers, elle , était toujours la même ...)

Un monument à la gloire du colonialisme à Johannesburg.

Autre détail, voici quelques temps déjà, la compagnie nationale d'aviation «South African Airways » a acheté le nouveau boeing 747 (à performance spéciale) qui peut relier, sans escale, Joannesburg à New York ou Joannesburg à Paris !!!

Cela peut, en effet, être utile aux racistes Sud -africains qui, de plus en plus, sont isolés et condamnés, sur le continent africain où les guerres de libération se succédent et dans un monde où les peuples opprimés luttent résolument pour leur émancipation et contre le joug des deux superpuissances !

Directrice de publication : Suzanne Marty Distribution : NMPP IMP. La Nouvelle Dépôt légal : 4e trimestre 1976